

ANNEXE A

García Oliver : des journées de Juillet à la militarisation des milices.

García Oliver s'est toujours montré intéressé par les questions « militaires », du moins par celle d'un « *ejército revolucionario* ». Au congrès de mai 36 à Saragosse, il est vertement interpellé par Cipriano Mera qui lui demande :

¡ Que nos diga el compañero García Oliver de qué color querrá que sean los galones y entorchados !¹

García Oliver dira dans ses mémoires que le congrès de 36 ne fut pas à la hauteur des enjeux en ne traitant pas la question du coup d'Etat qui se profilait à l'horizon. Il avait sûrement raison sur ce point. Il dit aussi avoir voulu parler de la création d'un « *ejército revolucionario* », mais ajoute que les débats n'ont été qu'ébauchés ! Il restera marqué par cet échec qui aboutira après le 20 juillet à une situation catastrophique dans les grandes villes et bastions anarchistes comme Saragosse et Séville, tombées sans combattre contrairement à Barcelone, Madrid et Valence.

Une réunion informelle – et non un *Pleno* régional évoqué par les biographes d'Ortiz ² –, se déroula le 20 juillet, dans l'après-midi après la fin des combats, dans le vieux local du syndicat de la Construction de la rue Mercaders en présence du secrétaire régional Marianet, de Santillán et de F. Montseny, accourus sur place. Il s'agissait de sonder les principaux responsables sur la proposition de Companys, faite par téléphone à Marianet, de collaborer avec la CNT. Selon Paz, les membres présents du CR autour de Marianet ne veulent pas donner leur accord à Companys sans avoir consulté la *militancia*. La décision est prise de convoquer dans les deux heures une réunion élargie du CR afin de prévenir l'ensemble des délégués des syndicats, comités révolutionnaires et ceux de district. Marianet et d'autres avaient-ils en tête en convoquant cette réunion d'anticiper d'éventuelles initiatives intempestives du groupe *Nosotros* qui contrôlait le Comité de défense régional ? Comme entre-temps, la Casa Cambó, siège du patronat catalan, a été réquisitionnée par les Jeunesses Libertaires, la réunion se tiendra dans les grands salons de cet imposant édifice dont la devanture est aussitôt surmontée d'un grand panneau : « Comité onal de la CNT de Catalunya. CNT-AIT ». Selon les biographes d'Ortiz, García Oliver fait le compte rendu de sa rencontre avec Companys en présence d'Ortiz et Durruti. Un accord de principe sur la participation de la CNT à un comité de milices antifascistes, est acté. Il sera désigné comme CMA pour la suite du récit. Une délégation est ensuite envoyée à la *Generalitat*.

Dans ses mémoires, García Oliver donne sa version des faits. Le 20 juillet, lui-même et Durruti font le compte rendu de leur entrevue avec Companys, où se trouvaient également José Asens, Aurelio Fernández et Santillán.

La scène se passe au comité régional dans le local de la rue Mercaders, sans qu'il soit précisé s'il s'agissait d'un *Pleno* ou d'une simple réunion informelle. La plupart des membres du comité régional étaient présents, ainsi que F. Montseny et Santillán. La délibération aboutit à la création du CMA et à la participation de la CNT à cet organisme.

Selon García Oliver, un *Pleno* est convoqué pour le 23 juillet ³ – qui se tiendra en réalité le 21.

Le 21 juillet se réunit un *Pleno* des syndicats locaux et cantonaux ⁴, où García Oliver proposera la prise du pouvoir (« *ir a por el todo* ») que le *Pleno* rejettera. Ortiz précisa à ses biographes que

¹ « Que le compagnon García Oliver nous dise ce qu'il souhaite comme couleur pour les galons et galonnages! »

² MÁRQUEZ et GALLARDO, *op. cit.*, p. 107

³ Guillamón évoque une seconde réunion secrète le 23 juillet des instances supérieures catalanes de la CNT et de la FAI pour entériner la participation au CMA et préparer un second *pleno* prévu le 26 juillet, sensé venir à bout des dernières résistances sur le CCMA. :

<http://grupgerminal.org/?q=system/files/BarcelonarevolucionariaJulio36Mayo37.Guillamon.2017.pdf>

Agustín GUILLAMÓN, *Barcelona revolucionaria : de la insurrección de julio 36 a la de mayo de 37*, 2017, p. 80

Durruti ne parla pas à cette réunion, mais que lui non plus. Il justifiera son silence en disant plus tard qu'il n'y avait pas assez d'armes pour faire une révolution, malgré toutes celles prises dans les casernes. Personne – à part José Xena mais Ortiz ne le cite pas – n'appuiera García Oliver dans sa proposition de « ir a por el todo ».

Le groupe *Nosotros* venait de voler en éclats et ses membres se retrouveront pour la plupart, éparpillés dans des postes de responsabilité à caractère militaire. Toujours selon Ortiz, le groupe se réunira une dernière fois le 23 juillet au domicile de Jover pour se partager les responsabilités au sein du CMA et à la tête des colonnes qui partent en Aragon et vers Saragosse. Un temps prévu comme responsable au ravitaillement de Barcelone, Ortiz réclame et obtient de partir pour l'Aragon. Il conclut en disant qu'il part comme « ombre de Durruti et comme organisateur » sur le front d'Aragon.

Déstabilisé dans un premier temps par le coup d'Etat, Companys se ressaisit et intervient en liaison avec la hiérarchie policière et militaire restée dans la légalité républicaine, tel le général Llano de la Encomienda à la tête de la région militaire de Catalogne. Le 19 juillet, les ouvriers en armes en liaison avec le comité de défense de la CNT érigent des barricades et encerclent les casernes. Dans l'après-midi, le général Aranguren qui commande la Garde civile téléphone au général Goded, et lui demande de se rendre. Le chef des insurgés arrivé secrètement en hydravion des Baléares ne veut rien savoir. Le commandant Pérez Farràs dirige l'assaut contre le siège des rebelles et fait prisonnier leur chef. Goded est aussitôt amené auprès de Companys et refuse toujours la reddition, mais il finit par l'annoncer à la radio. Aussitôt, sur ordre de Companys, il est détenu sur le bateau-prison *Uruguay* où siège un conseil de guerre. 24 heures après, c'est la fin des combats.

En ce 20 juillet, Companys fort de ce premier succès, écoute les différents avis et suggestions de ses alliés y compris ceux du futur PSUC. Se voulant humble devant les anarchistes convoqués dans son palais et dont il considère qu'ils sont les maîtres de la ville, il rappelle à ses interlocuteurs son rôle et l'aide décisive apportée par la police catalane et les gardes d'Assaut restés fidèles à la République. D'après Paz, Companys fait la proposition à la délégation de la CNT d'intégrer un comité de milices pour poursuivre le combat contre les insurgés. Guillamón ajoute que Companys veut former un tel comité afin de contrôler les désordres de la rue et organiser les colonnes de miliciens qui partiront pour Saragosse. Son objectif est de créer une passerelle comparable à un Front populaire – en complément des instances gouvernementales catalanes – mais dotée en plus de compétences militaires. En effet, la *Generalitat* n'a aucun pouvoir sur les forces armées et les casernes de Catalogne qui sont la prérogative de l'Etat central. Dans sa logique nationaliste, Companys veut poser des jalons pour l'avenir. Il cherche aussi à canaliser l'énergie révolutionnaire du peuple apparue lors des journées de juillet dans un ensemble constitué en un comité qui intégrerait les milices des syndicats et partis. Tout est prêt avec les autres partis républicains convoqués par Companys, et qui attendent dans l'antichambre de la *Generalitat*. Le POUM n'est pas en reste non plus. En fin politicien, Companys aura anticipé la décision des instances de la CNT en ayant fait semblant d'offrir dans un premier temps le pouvoir sur un plateau à la délégation qui se présente à lui. En neutralisant le coup d'Etat, le comité de défense régional de la CNT aux mains du groupe *Nosotros* lui a indirectement sauvé la mise et celle de la *Generalitat* dans ces trois journées de juillet où tout pouvait basculer en faveur des militaires insurgés.

Selon Guillamón, une première réunion informelle se tient dans la soirée du 20 juillet. Tous les partis et syndicats sont présents ainsi que des représentants du gouvernement catalan sous couvert de dirigeants de l'ERC comme Tarradellas. Le 21 juillet paraît le décret – signé dans la nuit même du 20 juillet par le seul Companys – qui crée dans l'article 1 « les Milices Citoyennes de Catalogne pour la défense de la République et la lutte contre le fascisme et la réaction »⁵.

⁴ Les actes de ce Pleno décisif où est abordée la prise du pouvoir ont disparu. Guillamón le date du 21 juillet en se référant à un document de la CNT adressé à l'AIT en décembre 1937.

⁵ <http://dogc.gencat.cat/web/contenut/continguts/serveis/republica/1936/19360203.pdf> Voir pp. 1 et 2

Le décret ne crée pas le CCMA car cet acronyme n'apparaîtra officiellement qu'après la journée du 21 juillet où le futur CCMA se réunit pour la première fois dans les locaux de l'École Nautique. La date de ce décret au 21 juillet est probablement due à sa signature dans la nuit du 20 au 21 juillet car il a fallu entériner les nominations de Enrique Pérez Farràs et Lluís Prunes i Sato pour les postes respectifs de commandant militaire et commissaire à la Défense de la *Generalitat*. Tous les deux sont des proches de Companys. Avec ces deux nominations, le président de la *Generalitat* veut

Au même moment, le *Pleno* régional se tient à la Casa Cambó de l'avenue Layetana. Le délégué du district du Bas Llobregat, Juan Peñalver Fernández y était ⁶. Josep Xena Torrent ⁷, autre délégué du Bas Llobregat, proposa selon Guillamón « que les délégués cénétistes démissionnent du CMA », et d'implanter le communisme libertaire. García Oliver relate dans ses mémoires (*op. cit.* pp. 184-189) comment, après avoir invité à « *ir a por el todo* », il répondit aux arguments de Montseny qui l'accusait de vouloir instaurer une « dictature anarchiste », et à ceux de Santillán sur les risques d'isolement et d'intervention étrangère. Devant Durruti et Ortiz restés silencieux, García Oliver voit sa proposition de *ir a por el todo* rejetée par le *Pleno*. Ils n'auront donc été qu'une poignée à tenter d'inverser le cours des événements. Durruti a déjà la tête à Saragosse dont la reprise est incontournable pour lui – ce qui était logique car il fallait au plus vite reprendre l'Aragon et faire la jonction avec les provinces du Nord.

Selon Guillamón ⁸, Manuel Escorza défendit une troisième position intermédiaire en proposant de se servir du CMA pour socialiser l'économie, puis le moment venu, évincer le CMA et la Généralité en s'appuyant sur les comités de défense et les anarchistes occupant les postes-clés à l'ordre public.

En fin de journée, le CMA se réunit officiellement. García Oliver n'approuve pas le terme de « milices citoyennes » du décret de Companys, et impose celui de milices antifascistes. Il prend alors le nom de CMAC, Comité des milices antifascistes de Catalogne ⁹. Le 22 juillet ce nouvel organisme prend le nom de CCMA, Comité central des milices antifascistes de Catalogne¹⁰. Au-delà des seules prérogatives voulues par Companys quant à l'organisation des colonnes partant pour l'Aragon, il intègre un ensemble de comités et de structures chargés à la fois du ravitaillement, des transports et des patrouilles de contrôle. García Oliver proclame l'ordre révolutionnaire dans toute la Catalogne. Le premier acte officiel du CCMA vise à recruter et à encadrer les détachements de miliciens partant au front d'Aragon. Dès le 23 juillet, des volontaires enthousiastes sont prêts à reconquérir Saragosse et Huesca.

Le 23 juillet, García Oliver réunit au domicile de Jover, tous les membres du groupe *Nosotros* (*op. cit.* pp. 190-191). Il leur propose de s'emparer des principaux centres du pouvoir à l'occasion du départ des miliciens avec Durruti. Chacun aurait son rôle : García Oliver et Marcos Alcón attaquaient la Generalitat ; Durruti, Sanz, Domingo et Joaquín Ascaso et García Vivancos la direction de la Sécurité, Jover et Ortiz s'empareraient de la *Telefónica*. Durruti lui aurait répondu que ce programme devrait être mis en application après la conquête de Saragosse, possible selon lui en

ainsi avoir un pied dans le CCMA à venir. Companys récidivera le 23 juillet en signant personnellement un décret qui, sous couvert de protection des édifices publics, réintroduit la notion de milices citoyennes. Quand est mis en place le CMAC le 21 juillet, le terme de « milices citoyennes » était pourtant sensé avoir disparu sous la pression de García Oliver qui lui préférait le terme de « milices antifascistes ».

<https://dogc.gencat.cat/web/ content/continguts/serveis/republica/1936/19360206.pdf> voir page 674

⁶ Voir LES GIMENOLOGUES, *A Zaragoza o al charco ! Aragon 1936-1938 Récits de protagonistes libertaires*, L'Insomniaque 2016 p. 165 ; et <http://gimenologues.org/spip.php?article660>

⁷ Josep Xena n'est pas cité par García Oliver dans ses mémoires car il dit dans une note bas de page du Chapitre II *La derrota*, qu'il ne souvenait pas du nom de celui qui parla pour le district du Bas Llobregat. Xena devint ensuite secrétaire régional de la FAI et partisan de la ligne collaborationniste...

<http://militants-anarchistes.info/spip.php?article13896>

⁸*op. cit.*, <http://grupgerminal.org/?q=system/files/BarcelonarevolucionariaJulio36Mayo37.Guillamon.2017.pdf>

⁹*La Vanguardia* du 22 juillet dit que le CMAC fut annoncé le 21 juillet par *bando* (proclamation) :

<http://hemeroteca-paginas.lavanguardia.com/LVE07/HEM/1936/07/22/LVG19360722-002.pdf>

N'étant pas un organisme de la *Generalitat*, l'annonce ne sera pas publiée dans le Journal Officiel. Il était peut-être évoqué en filigrane à l'article 4 dans le décret du 21 juillet en tant que « Comité de Liaison et de Direction des Milices Citoyennes », puis à l'article 5, où apparaissent les termes « Comité Central ».

Le CCMA catalan sera le seul organisme de ce type. À Madrid, l'équivalent n'existera pas et la CNT/FAI se retrouvera à intégrer des organismes de type répressif comme la DGS/CIPI. Laissé à la seule initiative des militants courageux et volontaristes comme Teodoro Mora et Cipriano Mera, le front ouest de la capitale mal organisé subira une série de défaites d'août à fin octobre 36. Les communistes n'auront de cesse de chercher à piéger à tout prix les unités libertaires (Voir les mémoires de Mera). Début novembre, c'est le début de la bataille de Madrid qui durera jusqu'à la fin de la guerre.

¹⁰ https://www.tesisenred.net/bitstream/handle/10803/418803/01.GBM_TESI.pdf?sequence=1&isAllowed=n
(pp. 25/26)

dix jours. Ce à quoi García Oliver aurait rétorqué que cela durera trois à six mois, voire qu'elle ne surviendrait jamais.

Tout cela est invérifiable. On note que García Oliver se donne souvent le beau rôle dans ses mémoires. Quant à Ortiz, il donne à ses biographes sa version de la réunion en la résumant à une répartition des postes entre les différents membres libertaires du CCMA.

Dès le début, García Oliver cherchera à diriger l'ensemble des opérations du front d'Aragon. Il évoque un pleno régional de la CNT convoqué probablement vers la mi-septembre avec tous les responsables des colonnes où il fait état de fortes dissensions sur la conduite de l'offensive sur Saragosse. Durruti aurait proposé de démissionner, et Jover se porta candidat pour le remplacer à la tête de sa colonne. C'est alors que García Oliver reprocha à Durruti d'avoir cherché – sans aucune concertation avec le Comité de défense du CCMA – à foncer seul et tête baissée sur Saragosse au lieu de passer le fleuve Ebre plus au sud au niveau de Caspe. L'idée première de García Oliver était de tenter une offensive sur la localité de La Muela au sud-ouest de Saragosse permettant d'attaquer la capitale de l'Aragon par l'arrière.

La colonne Durruti restera isolée et finalement bloquée du côté de Quinto. À part la conquête de quelques localités le long de cet axe, rien n'évoluera jusqu'à la grande offensive de mars 38 menée par les troupes de Franco, qui fera tomber tout l'Aragon.

Partisan de doter les milices d'un commandement militaire, García Oliver propose le 8 octobre 36 la nomination du colonel José Eduardo Villalba Rubió à la tête des opérations militaires sur le front d'Aragon. En fait, cette nomination restera sur le papier et ne sera jamais officialisée par décret. Une première offensive de Villalba sur Huesca à la fin août 36, et une seconde en octobre échoueront faute de synchronisation entre l'aviation, l'artillerie et les colonnes.

Ainsi comme responsable du département de Guerre du CCMA, puis en tant que secrétaire général du Conseil de Défense, García Oliver ne s'opposera pas – au contraire de Durruti – au décret de militarisation du 24 octobre ¹¹ signé par le Premier conseiller Josep Tarradellas et Diaz Sandino. À l'instar des autres bureaucrates en formation de la CNT, il donnera libre cours à un certain autoritarisme sonnante la fin de la démocratie interne qui avait fait la force du mouvement. Il déclara au quotidien *La Vanguardia* du 5 décembre 36 ¹² : « La discipline est nécessaire dans l'atelier, l'usine, dans l'armée et partout. Dans l'armée, vous devez respecter la discipline des techniciens et des chefs militaires. Plus tard, quand la guerre sera terminée, vous pourrez tous être camarades, mais vous devez respecter les ordres de ceux qui ont pour mission de diriger. »

Dans les semaines qui suivirent la mort de Durruti, la militarisation des milices franchit une nouvelle étape, non sans mal, après que la CNT ait menacé de priver de munitions et de nourriture les miliciens des nombreuses colonnes anarchistes qui y résistaient.

En mai 37, Ortiz, Jover, Sanz, García Vivancos se retrouvèrent englués dans les mailles du filet de la militarisation. ¹³ Les miliciens prêts à monter sur Barcelone pour en découdre restèrent isolés et lorsque García Oliver appela au cessez-le-feu, tout se figea.

¹¹<https://dogc.gencat.cat/web/.content/continguts/serveis/republica/1936/19360302.pdf> p 370

¹²<http://hemeroteca-paginas.lavanguardia.com/LVE07/HEM/1936/12/05/LVG19361205-006.pdf>

Voir le compte-rendu en des termes plus choisis qu'en fit la *Soli* du 5.12.36 en page 6 :

<http://www.cedall.org/Documentacio/Prensa%20Libertaria/Soli/19360000/19361205.pdf>

¹³Miguel Yoldi, un temps major de milices commandant de la 24e Division, sera destitué après l'échec de l'offensive d'Aragon et la perte de Belchite le 10 mars 38. Fin mars 38, Ortiz reprendra le commandement de la 24e Division totalement réorganisée du côté de la frontière franco-espagnole, et ce jusqu'à sa rétrogradation de major à sergent le 8 juin 38 et sa fuite en France dès le 4 juillet 38 après la dissolution de la 24e Division. Dans cette cascade de destitutions, il est à noter le rôle de supplétif peu reluisant joué par García Vivancos, tour à tour volontaire sous la houlette des *tovarichis* mais toujours avec l'aval du CN de la CNT, pour remplacer au pied levé en juillet 37 Rovira du POUM à la tête de la 29e Division, puis en septembre 37, Ortiz à la tête de la 25e Division, et enfin le même Ortiz à la tête de la 24e Division en juillet 38. Des membres du groupe *Nosotros*, seuls Sanz, García Vivancos et Jover atteindront le grade de Lieutenant-colonel durant l'année 38. Jover sera nommé en mai 38 à la tête du Xe Corps d'armée de l'Armée de l'Est. Pour une vue globale de l'influence libertaire sur l'ensemble de l'EPR, voir José PEIRATS, *La CNT y la Revolución española*, Tomo III p. 178 et suivantes.

Les réactions atones en mai 37 des délégués de milices cités plus haut, auraient été différentes et probablement aussi celle du ministre de la Justice, si Durruti était revenu vivant en Aragon. Son hostilité aux décrets de militarisation des milices aurait inmanquablement mis García Oliver en porte-à-faux vis-à-vis du gouvernement. L'armée révolutionnaire défendue par García Oliver le fit se rapprocher inexorablement des positions communistes. Sa participation au CSG lui permit à peine de freiner un temps le rouleau-compresseur du PCE visant à s'accaparer de la majorité des postes de commandement. Le 13 mai 37, la chute du gouvernement de Largo Caballero scellera définitivement le sort de García Oliver, réduit dorénavant aux seconds rôles.

Voir ci-dessous les nominations parues dans le bulletin officiel de l'EPR :

http://bibliotecavirtualdefensa.es/BVMDefensa/i18n/publicaciones/numeros_por_mes.cmd?idPublicacion=31&anyo=1938

Voir édition du 5 mai 38 p. 416 pour Jover et García Vivancos... en compagnie des communistes Juan Modesto et El Campesino.

http://bibliotecavirtualdefensa.es/BVMDefensa/i18n/catalogo_imagenes/grupo.cmd?path=79103 Voir pour Sanz p. 564